



**PERMIS DE CONSTRUIRE VALANT DEMOLITION MODIFICATIF  
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

**DESCRIPTION DE LA DEMANDE**

**Demande déposée le 14/09/2023**

**Complétée les 16/10/2023, 24/11/2023 et 29/11/2023**

**Référence dossier**

**N° PC 35093 21 A0119 M02**

**Par :** SAS OCDL

**Représentée par :** GIBOIRE François  
**Demeurant à :** 2 place du Général Giraud  
35000 RENNES

**Pour :** modification du nombre de logements dans le bâtiment B avec suppression d'un niveau et modification façades et toiture, modification de la façade Est du bâtiment Dépendances, modification de la toiture du bâtiment Entrée et modification des terrasses des bâtiments existants, ajout de 3 arbres. (35 logements dont 4 en BRS)

**Sur un terrain sis à :** Chemin des Corbieres  
35800 DINARD

**Cadastre :**

E282 E770

**Surfaces de**

**plancher :** 2017 m<sup>2</sup>

**Destinations :**

Habitation

Travaux sur construction existante

Le Maire de la Commune de DINARD ;

Vu la demande susvisée ;

Vu les pièces complémentaires transmises en date du 16/10/2023 et les pièces substitutives en date du 24/11/2023 ;

Vu le code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 17/12/2018, mis à jour le 19/04/2019, modifié le 09/11/2020 et mis à jour les 27/04/2023 et 07/11/2023 ;

Vu la délibération municipale n°2023/181 en date du 17/10/2023 approuvant la révision du Site Patrimonial Remarquable et la création de l'Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine de la commune de Dinard ;

Vu le permis de construire initial favorable en date du 30/05/2022 et le modificatif M01 favorable en date du 04/01/2023 ;

Vu l'avis Favorable du service SDIS en date du 20/12/2023 ;

Vu l'accord assorti de prescriptions de l'architecte des Bâtiments de France de l'Ille et Vilaine en date du 29/11/2023 ;

Vu l'arrêté n°2023-1059 en date du 01/09/2023 portant délégation de fonctions et de signature à M. Pascal Guichard, conseiller municipal délégué en cas d'absence ou d'empêchement de Christian Fontaine, 4<sup>ème</sup> adjoint ;

**Considérant que** le projet de modification consiste en la modification du nombre de logements dans le bâtiment B avec suppression d'un niveau et modification façades et toiture, la modification de la façade Est du bâtiment Dépendances, la modification de la toiture du bâtiment Entrée, la modification des terrasses des bâtiments existants, ajout de 3 arbres. sur un terrain situé chemin des Corbières à DINARD ;

**Considérant que** l'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable, les articles L.632-1 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables ;

**que** ce projet, en l'état, n'est pas conforme aux règles applicables dans ce site patrimonial remarquable ou porte atteinte à sa conservation ou à sa mise en valeur mais qu'il peut cependant y être remédié, l'architecte des Bâtiments de France donne par conséquent son accord assorti de prescriptions en date du 29/11/2023 ;

**ARRETE**

**Article 1 : Le Permis de construire valant démolition MODIFICATIF est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.**

**Article 2 : L'exécution des travaux soumis à la demande susvisée est subordonnée au respect des prescriptions émises par l'architecte des Bâtiments de France ci-après :**

- *D'une manière générale, tous les matériaux et leur teintes seront présentés à l'ABF pour validation avant réalisation des travaux.*

*Concernant les bâtiments anciens :*

- *les gardes-corps en fonte s'inspireront des modèles anciens présents sur le bâti de cette époque. Ils seront soumis à l'ABF pour validation avant réalisation des travaux.*

- *Les menuiseries seront en bois peint et reprendront le dessin de fenêtre d'origine. Elles seront à vantaux ouvrant à la française et comportant des petits bois chanfreinés, façon bain de mastic, non compris entre deux verres. Le rejet d'eau et la pièce d'appui seront arrondis. Le cochonnet (partie visible du dormant) n'excédera pas 2 cm.*

- *Les profils des menuiseries et moulures seront présentés sur croquis d'exécution, pour mise au point avant réalisation et conformité (idem pour le bow-window restitué en pignon Est).*

- *Il conviendra d'introduire de la diversité dans les teintes de menuiseries en fonction des bâtiments et ainsi éviter que toutes les menuiseries des bâtiments existants sur le site et de typologies différentes soient identiques. Des propositions seront faites à l'ABF pour validation.»*

**Les prescriptions émises dans le permis initial et non contraires à la présente demande restent valables.**



DINARD, Le 23/01/2024

Pour le Maire et par délégation,

Le Conseiller municipal délégué,  
Pascal Guichard

- *Dossier et Arrêté transmis au préfet le : 26/01/2024*

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

- *Date d'affichage en mairie de l'avis de dépôt de demande prévu à l'article R 423-6 : 25/09/2023*

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

---

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

---

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. Néanmoins avant de commencer les travaux le bénéficiaire du permis doit adresser au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier ( le modèle de déclaration CERFA n°13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement).

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger.

Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

**ATTENTION**, le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- Dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- Dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est délivrée sous réserve du droit des tiers ( notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter. Le permis vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Tout recours administratif ou contentieux doit, sous peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur déclaration préalable. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours (art. R 600-1 du code de l'urbanisme)

